

Le budget

M. Keyes: Le président m'a demandé de poser la question. Le député qui siège à ma droite se met dans tous ses états. La question est légitime. Le député a-t-il examiné le rapport du vérificateur général, où l'on parle du gaspillage, des échappatoires et des problèmes, afin d'élaborer un programme financier pour réduire la dette et le déficit? L'a-t-il fait?

M. Ross Belsher (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député d'avoir mentionné le rapport du vérificateur général. S'il lisait celui de 1987, le député constaterait que le vérificateur général a félicité le gouvernement pour avoir suivi ses recommandations.

Le député a en outre soulevé un point à propos de certaines dépenses. Il est vrai qu'il y a encore des problèmes, qu'il y en aura toujours et qu'il faudra les résoudre. C'est un travail jamais achevé. Cependant, ce que le vérificateur général a recommandé dans son rapport n'a rien à voir avec l'importance des montants requis pour réduire la dette nationale ni avec ce que coûte le service de celle-ci.

Le fait est qu'au moment de notre arrivée au pouvoir en 1984, les dépenses du gouvernement étaient supérieures de 16 milliards de dollars à ses recettes. Nous avons hérité de cette situation. Nous avons dû renverser la vapeur. Comme je l'ai dit plus tôt, nous avons réussi un redressement de 25 milliards de dollars. Les recettes dépassent maintenant de 9 milliards de dollars les dépenses de programmes. Ce n'est toujours pas suffisant. Nous proposons donc de réduire les dépenses plutôt que d'augmenter les impôts. Les gens d'en face ne trouvent qu'à crier à l'injustice.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le discours que le député de Fraser Valley-Est a fait cet après-midi m'a beaucoup intéressé. Il essayait de nous dire beaucoup de choses. Il a dit vers la fin que le gouvernement avait une politique agricole détaillée. J'ai trouvé cela étonnant parce que j'ai lu dans le *Globe and Mail* de ce matin que même le premier ministre de la Saskatchewan, M. Grant Devine, n'arrive pas à conserver sa propre ferme. Il a dit, dans une entrevue avec Geoffrey York du bureau de Regina de ce journal:

Ma ferme, comme toutes les autres, est en difficulté. Tout le monde fait de gros efforts pour rester à flot.

L'article ajoute:

M. Devine refuse de donner des détails sur les ennuis financiers de son exploitation, mais il reconnaît que sa famille a du mal à faire les paiements. . .

Le député parle de la grande politique agricole du gouvernement. Le premier ministre et le vice-premier ministre ont toujours répondu aux demandes de M. Devine. Par exemple, en octobre 1986, le gouvernement a répondu en versant 1 milliard de dollars. Quand le premier ministre provincial a eu des difficultés financières, il a téléphoné à celui qui est aujourd'hui gouverneur général et qui était à l'époque ministre de la Justice pour lui demander 1 milliard, étant donné la situation.

• (1850)

Quatre ans plus tard, selon le *Globe and Mail*, le premier ministre provincial risque aujourd'hui de perdre sa ferme. Il demande dans un communiqué que le gouvernement accorde 1 milliard à la Saskatchewan seulement, bien que le problème afflige aussi le Manitoba, l'Alberta et le sud-ouest de l'Ontario.

Je me demande comment le député de Fraser Valley-Est peut dire que l'un des éléments du budget est une politique agricole détaillée. J'ai lu le document. Je n'ai rien trouvé à part la réduction des paiements de transfert à la plupart des provinces. Le député parle, lui, de programme complet. Si ce programme existe, qu'on nous dise où il se trouve afin que nous puissions sauver l'exploitation du premier ministre de la Saskatchewan.

J'espère que le député de Fraser Valley-Est pourra l'expliquer. Il dit que le programme se trouve dans le budget, qu'il est complet. Nous voulons savoir. Je sais que ni le vice-premier ministre ni le premier ministre ne veulent voir le premier ministre de la province perdre son exploitation.

M. Belsher: Monsieur le Président, je suis ravi d'apprendre que le député d'en face se préoccupe à ce point de l'exploitation agricole du premier ministre de la Saskatchewan.

Le député n'a pas réussi à comprendre, je suppose, que la Saskatchewan a connu plusieurs années de sécheresse, six ou sept en fait. L'exploitation agricole familiale éprouve donc certainement un problème de liquidité.

Pour en revenir à ce que je disais dans mon intervention, j'ai dit que le vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture révisait à fond la politique concernant toute l'industrie agro-alimentaire pour rendre stabilité et prospérité à l'exploitation familiale. Je n'ai pas dit que le dernier budget s'attaquait uniquement aux problèmes de